

frontières fermées favorisent l'inefficience. Il a été sensé de négocier l'ALE. Et il n'est que sensé de renforcer cet accord en négociant un ALENA.

L'Accord de libre-échange représente maintenant la relation commerciale la plus importante au monde entre deux pays; les échanges ont atteint plus de 200 milliards de dollars canadiens en 1990. Il régit un éventail sans précédent d'activités économiques, dont les échanges de biens et de services ainsi que les investissements. De plus, il contribue à établir un marché juste et ouvert, sous la règle du droit, plus que toute autre entente bilatérale ou conclue dans le cadre du GATT ne l'a fait jusqu'à maintenant.

En 1989, les investissements manufacturiers ont augmenté de 15 %, Les investissements dans les usines et le matériel représentent à présent plus de 16 % du PNB canadien. Ce pourcentage, au deuxième rang après le Japon parmi les pays du Groupe des Sept, dépasse nettement les 12,5 % enregistrés aux États-Unis.

En 1990, la performance commerciale du Canada a été l'un des points positifs d'une conjoncture économique par ailleurs plutôt sombre. Dans un récent rapport, l'OCDE signale que la force commerciale du Canada dans les échanges commerciaux à l'échelle internationale a empêché notre pays de connaître une récession encore plus grave.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, notre surplus commercial avec les États-Unis n'a cessé de croître pour atteindre les 18 milliards de dollars canadiens en 1990, contre près de 13 milliards en 1989. La part des exportations canadiennes vers les États-Unis est également à la hausse, tandis que celle des importations américaines dans notre pays n'a pas progressé.

Sur le plan des investissements, la situation est encore plus impressionnante. Même si les médias ne parlent que des fermetures d'usines et des emplois que nous perdons au profit de nos voisins du Sud, il y a de fait encore plus d'emplois et d'investissements américains qui viennent au Canada.

Dans un récent rapport, la Banque Royale du Canada signale qu'en 1988, les investissements directs nets vers l'extérieur s'établissaient à 7,3 milliards de dollars. Pendant les trois premiers trimestres de 1990, cette tendance s'est inversée, et ce sont maintenant les investissements qui affluent au Canada. Tant les investisseurs canadiens que ceux de l'étranger considèrent que notre pays est un endroit intéressant pour faire des affaires.

La Banque Royale conclut qu'au lieu de contribuer à la récession, le libre-échange avec les États-Unis en atténue les effets en